



# L'AVENIR DE L'EXTRACTION

Une stratégie mondiale PCQVP sera lancée en 2020 et guidera le mouvement sur la période 2020-25.

Dans le cadre de ce processus, nous réfléchissons sur les questions clés auxquels fait face le mouvement à travers une série de documents de réflexion, de blogs et de webinaires.

Ce premier document vise à explorer comment PCQVP peut aborder la question de savoir si les ressources naturelles doivent être extraites et, lorsque l'extraction se produit, dans quelles conditions. Il demande aux gouvernements ce qu'ils devraient faire maintenant pour se préparer au jour où certaines ressources ne pourront plus être extraites de façon rentable. Mais plus que cela, il demande aux membres de PCQVP si nous, en tant que mouvement, pouvons soutenir l'extraction et à quelles conditions, en particulier parce que l'extraction implique toujours certains déséquilibres.

Ce sont des questions auxquelles on ne peut répondre en appelant à plus de transparence. La transparence peut faire ressortir ces déséquilibres, mais ne peut pas les résoudre.

## PUBLIEZ CE QUE VOUS PAYEZ, LA DÉCISION D'EXTRAIRE ET L'AVENIR DE L'EXTRACTION

L'ordre du jour de Publiez Ce Que Vous Payez (PCQVP) en matière de transparence, y compris la chaîne pour le changement, ne répond pas adéquatement à deux questions qui seront de plus en plus importantes dans le contexte du changement climatique : l'épuisement des ressources et les pressions croissantes exercées sur les terres, l'eau et les autres ressources non extractives.

La première question est de savoir si le pétrole, le gaz et les minéraux naturels devraient être extraits. La deuxième question concerne ce que les gouvernements devraient accomplir dès à présent en vue du moment où certaines ressources ne pourront plus être extraites de façon rentable ; soit parce que les gisements auront été épuisés ou soit parce que la demande de pétrole, de gaz et de charbon aura été fortement réduite par l'action mondiale contre le changement climatique.

Ces deux questions sont au cœur de la mission de PCQVP mais il est impossible d'y répondre en demandant simplement plus de transparence. PCQVP a besoin d'adopter des positions de principe sur ces deux questions, puis de décider des types de transparence qui seront requis pour soutenir ces positions.

### LA « DÉCISION D'EXTRAIRE »

Les avantages de l'extraction sont souvent moindres que ne l'imaginent les gens, alors que ses coûts peuvent être élevés. Le Nigeria est l'un des plus grands producteurs de pétrole d'Afrique mais a seulement encaissé environ 200 USD par habitant à partir des revenus pétroliers en 2014, ce qui est loin d'être suffisant pour que le pays échappe à la pauvreté. Pourtant, l'extraction du pétrole brut a entraîné

des pollutions, des conflits violents et des violations des droits humains dans le Delta du Niger. De nombreux pays vivent un parcours semblable.

L'extraction implique souvent des situations de déséquilibre, par exemple entre les communautés touchées qui peuvent en souffrir et l'ensemble des citoyens qui bénéficie de l'argent qui en résulte. La transparence peut mieux faire apparaître ces déséquilibres mais elle ne peut pas les résoudre parce que le problème est celui des principes et des priorités, pas seulement l'information. Par exemple, une compagnie pétrolière ou un ministère des Finances est susceptible d'accorder une plus grande valeur à un gisement de pétrole sous une forêt qu'à la protection de cette dernière, alors que les populations autochtones ou les spécialistes du climat sont plus susceptibles d'avoir un avis contraire.

La plupart des liens dans la chaîne pour le changement supposent implicitement que l'extraction aura la priorité, ou qu'elle l'a déjà. Il existe un lien dans la chaîne au sujet de la « décision d'extraire » mais il implique que la décision soit discutée en informant les communautés locales à travers des analyses d'impact. Cependant, les analyses d'impact sont une réponse insatisfaisante aux dilemmes posés par la décision d'extraire.

Une fois qu'un gisement est identifié comme étant commercialement viable, il y aura des pressions économiques et politiques favorisant l'extraction qui pourront atteindre des dimensions si gigantesques à l'heure où les communautés locales seront consultées qu'elles seront difficiles à combattre. Même si l'évaluation est transparente, il sera toujours difficile de comparer les coûts et les avantages car ils seront répartis entre différentes parties de la société et parce qu'une grande partie des informations clés, telles que la valeur à long terme de la ressource ou l'effet d'une mine sur les communautés locales



au cours de nombreuses années, ne peut pas être connue à l'avance.

Trop souvent, la position par défaut des gouvernements est de privilégier l'extraction. Si PCQVP décide de ne pas souscrire à cette position par défaut, alors la coalition ne peut pas se fonder sur des analyses d'impact mais doit décider en principe quels types d'extraction sont acceptables, sous quelles conditions (reportez-vous à la conclusion pour connaître les détails sur la façon dont cela pourrait être accompli).

## L'AVENIR DE L'EXTRACTION ET LE CHANGEMENT CLIMATIQUE

Le pétrole, le gaz et les minéraux sont des ressources limitées qui s'épuiseront un jour. Dans le cas des hydrocarbures, même s'ils ne s'épuisent pas, leur valeur peut diminuer fortement dans les décennies à venir si l'action mondiale contre le changement climatique réussit à freiner la demande mondiale de combustibles fossiles, un résultat qui doit être atteint si l'on souhaite que la plupart des effets catastrophiques du changement climatique soient évités.

De sorte que les gouvernements - en particulier dans les pays où les gisements sont réduits ou en déclin - ont besoin d'une stratégie claire et réaliste qui définit la manière dont les ressources devraient être gérées maintenant, afin de se préparer à un avenir où les ressources auront été épuisées ou ne pourront plus être exploitées avec profit.

Définir une stratégie appropriée et la mettre en pratique est une tâche très complexe. Par exemple, un pays qui souhaite passer de la dépendance à l'exploitation minière à une industrie manufacturière d'une valeur ajoutée plus élevée aura besoin d'un système éducatif qui puisse

donner aux citoyens les compétences nécessaires. Cela peut signifier investir des revenus pendant de nombreuses années pour réformer en profondeur les institutions, les politiques et les attitudes publiques.

Les gouvernements disposent souvent de telles stratégies, par exemple sous la forme de plans nationaux de développement et de plans de mise en œuvre des objectifs de développement durable de l'ONU. Mais leurs actions dans la pratique peuvent ne pas être conformes à ces objectifs : par exemple, lorsqu'un gouvernement s'engageant à protéger l'environnement pour les générations futures autorise aussi de nouvelles exploitations minières à grande échelle, ou lorsque les rares fonds publics sont utilisés pour augmenter les salaires des fonctionnaires à la veille d'une élection.

Une plus grande transparence peut mieux éclairer les citoyens sur les ressources disponibles pour préparer cet avenir mais elle ne peut pas répondre aux questions telles que de décider de l'extraction de ressources, dans quelles conditions et comment les recettes doivent être utilisées. On ne peut également pas faire campagne contre la corruption : la corruption est un obstacle majeur au développement durable, parce qu'il gaspille des fonds essentiels et renforce la politique gouvernementale du court terme, mais le problème de la façon dont les pays dépendants des ressources naturelles devraient se préparer à l'avenir demeurerait très complexe même si la corruption n'existait pas.

PCQVP aura besoin de forger ses propres idées sur la façon dont les gouvernements devraient gérer le pétrole, le gaz et les minéraux naturels dès maintenant afin de préparer l'avenir. La vision et la mission actuelles, qui se résument uniquement à dire que l'extraction doit contribuer à la prospérité et à une vie meilleure pour tous,

sont trop vagues pour répondre aux défis spécifiques que les gouvernements et les sociétés doivent relever dans la préparation de ce qui vient après l'extraction.

## CONCLUSION : AU-DELÀ DE LA CHAÎNE POUR LE CHANGEMENT

PCQVP a besoin d'aller au-delà de la chaîne pour le changement et de se poser deux questions de principe. La première est :

- **L'ensemble du pétrole, du gaz et des minéraux d'un pays doit-il être extrait ? Si non, alors quels critères devraient être utilisés pour décider si oui ou non un projet d'extraction devrait aller de l'avant ?**

PCQVP est un vaste mouvement mondial, ses membres ne seront donc peut-être pas tous d'accord sur les critères de l'extraction. Cependant, PCQVP pourrait adopter une position à deux niveaux.

Le premier niveau serait une position commune au niveau mondial, soutenue et promue par tous les membres de PCQVP. Cette position serait fondée sur les lois et les normes internationales : par exemple, PCQVP pourrait opiner qu'un projet d'extraction ne doit être approuvé que s'il a été vérifié que le projet a obtenu le consentement préalable informé et donné librement (FPIC) des communautés affectées, et que le projet ne compromettra pas les engagements internationaux du pays pour lutter contre le changement climatique.

Chaque coalition PCQVP nationale pourrait alors adopter une position de deuxième niveau, en ligne avec la situation dans son propre pays. Par exemple, une position nationale pourrait être comme suit :

- l'extraction ne devrait pas être permise dans les zones sensibles comme les forêts protégées ou les bassins hydrographiques, ou ;
- une nouvelle extraction de certaines ressources hautement polluantes (comme le charbon) ou qui s'appuie sur des techniques très polluantes (telles que les gisements sous-marins) ne devrait pas être admise, ou ;
- l'exploitation de nouveaux gisements ne devrait pas être permise avant que le gouvernement démontre qu'il peut maximiser la valeur à long terme pour la société à partir de projets existants ;

Ces deux niveaux pourraient être liés ensemble et marqués du sceau PCQVP en plaçant un même accent sur le droit des citoyens à être informés des options politiques, de se faire entendre dans la prise de décision et d'obliger les gouvernements à rendre compte des résultats, par la transparence et le débat public. Si des

conditions politiques dans certains pays ne permettent pas d'avoir une position nationale plus détaillée sur ces questions, alors les coalitions nationales dans ces pays pourraient simplement soutenir la position internationale.

La deuxième question est :

- **Que devraient faire les gouvernements pour se préparer au jour où les dépôts de minéraux ou d'hydrocarbures seront épuisés, ou ne pourront plus être exploités avec profit ?**

Encore une fois, toutes les coalitions nationales devraient décider d'une réponse à cette question mais la réponse n'a pas à être la même pour chaque pays de PCQVP. Certaines coalitions pourraient vouloir faire campagne en faveur d'un fonds d'épargne transparent comme celui du Timor Leste. D'autres pourraient exiger que davantage de revenus issus des ressources soient investis dans la santé, l'éducation et d'autres projets publics connus comme étant essentiels pour le développement à long terme. Une autre solution serait tout simplement d'exiger des rapports publics réguliers de la part du gouvernement sur l'épuisement des gisements de ressources, de sorte que le public soit conscient de ce qui reste à exploiter.

Une fois que ces deux questions auront obtenu une réponse, il sera alors possible d'en poser une troisième : **Quels autres renseignements doivent être divulgués par les gouvernements et les entreprises afin que les citoyens intéressés puissent les amener à rendre des comptes sur les questions 1 et 2 ?**

Comme indiqué ci-dessus, le fait de simplement de fournir plus d'informations ne permettra pas de résoudre les dilemmes de la décision d'extraire ou de répondre à des questions sur la façon dont le secteur extractif et ses revenus devraient contribuer à un futur post extraction. Mais une fois que PCQVP aura défini une position de principe sur ces questions, il sera plus aisé de voir quel genre de transparence sera nécessaire. Par exemple, quels types de vérification seront nécessaires pour confirmer qu'une communauté a réellement donné son consentement préalable, libre et informé au sujet d'un projet ? Les gouvernements devraient-ils être tenus de rendre compte au public de leurs plans à long terme pour la transition de la dépendance aux ressources naturelles ?

Il sera plus facile pour PCQVP de justifier ses demandes répétées aux gouvernements et à l'industrie de mettre en place d'autres types de divulgation, année après année, si ces demandes sont liées à une vision positive de l'avenir qui est suffisamment concrète pour que sa réalisation puisse être mesurée. PCQVP a besoin d'une position plus claire sur la façon dont le secteur de l'extraction doit contribuer à la société, maintenant et dans l'avenir. La prise de positions sur la décision d'extraire, et sur l'avenir de l'extraction, permettrait à la coalition d'y parvenir.

Diarmid O'Sullivan

*Ces documents de réflexion sont rédigés par des membres de PCQVP et visent à susciter des discussions sur des thèmes et questions qui sont pertinents pour l'ensemble du réseau. Toutes les opinions et déclarations contenues dans ces documents représentent celles de leurs auteurs et ne reflètent pas nécessairement celles de Publiez Ce Que Vous Payez.*



PUBLIEZ CE QUE  
VOUS PAYEZ